Consultations locales

Synthèse :

Il n'est pas possible d'organiser un référendum local ou des consultations des électeurs à partir du 1^{er} septembre 2025. La délibération prévoyant l'organisation d'un référendum serait caduque.

Toutefois, les outils de participation citoyenne fondés sur l'article L. 131-1 du Code des relations entre l'administration et le public sont autorisés. Il reste nécessaire de contrôler qu'ils respectent le cadre de la communication en période pré-électorale.

Les Référendums locaux (LO. 1112-1 et s. du CGCT) :

Les référendums locaux, prévus par les articles LO. 1112-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales sont des consultations des électeurs sur un projet d'acte relevant des compétences que le conseil municipal exerce au nom de la collectivité, à l'exception des projets d'acte individuel. Le référendum local peut avoir un caractère décisoire (si les conditions prévues par l'article LO. 1112-7 du Code général des collectivités territoriales sont remplies).

L'alinéa premier de l'article LO. 1112-6 du Code général des collectivités territoriales prévoit que :

« Une collectivité territoriale ne peut organiser de référendum local :

1° A compter du premier jour du sixième mois précédant celui au cours duquel il doit être procédé au renouvellement général ou au renouvellement d'une série des membres de son assemblée délibérante ; »

Ainsi une délibération qui prévoit l'organisation d'un référendum local entre le 1^{er} septembre et les élections municipales est caduque.

Les consultations des électeurs (LO. 1112-15 et s. du CGCT) :

Les consultations des électeurs prévus par les articles LO. 1112-15 et suivants encadrent des consultations locales proches du modèle des référendums. La principale différence étant le caractère consultatif du résultat.

Il est aussi interdit d'organiser ce mode de consultation durant la période pré-électorale.

Ainsi, il n'est pas possible d'organiser un référendum local ou des consultations des électeurs à partir du 1^{er} septembre 2025. La délibération prévoyant une consultation durant cette période est caduque.

Consultation facultatives ouvertes (L.131-1 CRPA) :

D'autres dispositifs participatifs sont développés sur le fondement de l'article L. 131-1 du Code des relations entre le public et l'administration. Il s'agit, à titre d'illustration des budgets participatifs. Ces dispositifs sont moins encadrés que ceux présentés précédemment. Ainsi, aucune disposition ou jurisprudence n'empêche l'organisation de tels dispositifs durant la période électorale. Toutefois, le juge pourra examiner si le dispositif mis en place représente un outil de promotion au profit de candidats. Il semble utile d'analyser le projet de participation porté au prisme du faisceau d'indices propre à la communication pré-électorale (antériorité, continuité et neutralité).

Synthèse :

Il n'est pas possible d'organiser un référendum local ou des consultations des électeurs à partir du 1^{er} septembre 2025. La délibération prévoyant l'organisation d'un référendum serait caduque.

Toutefois, les outils de participation citoyenne fondés sur l'article L. 131-1 du Code des relations entre l'administration et le public sont autorisés. Il est toutefois nécessaire de contrôler qu'ils respectent le cadre de la communication en période pré-électorale.